



ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 9

Loi sur le recensement des électeurs en 1988

Présentation

**Présenté par
M. Michel Gratton
Ministre délégué à la Réforme électorale**

**Éditeur officiel du Québec
1988**

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi a pour objet d'annuler la tenue du recensement annuel des électeurs prévu par la Loi électorale pour l'automne 1988.

Il prévoit, en conséquence, certaines mesures supplétives applicables dans l'éventualité où la tenue d'une élection ou d'un référendum serait ordonnée avant la période prévue par la Loi électorale pour la tenue d'un autre recensement.

Projet de loi 9

Loi sur le recensement des électeurs en 1988

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. Le recensement annuel prévu par la Loi électorale (L.R.Q., chapitre E-3.2) n'a pas lieu en 1988.

2. Si un décret ordonnant la tenue d'une élection ou d'un référendum est pris entre le 30 juin 1988 et le 1^{er} juillet 1989, un recensement a lieu pendant la période électorale ou référendaire en vue de la confection et de la révision de la liste électorale, conformément à la Loi électorale ou, le cas échéant, à la Loi sur la consultation populaire (L.R.Q., chapitre C-64.1).

Toutefois, lorsqu'une élection ou un référendum est ordonné à la suite d'un scrutin général ordonné et tenu après le 30 juin 1988, il n'y a pas lieu de procéder à un recensement; les listes électorales qui sont révisées sont celles qui ont servi lors du scrutin précédent. Il en est de même lorsqu'une élection partielle est ordonnée dans une circonscription électorale dans laquelle une élection partielle a été ordonnée et tenue après le 30 juin 1988.

3. Le scrutin a lieu le septième lundi qui suit la prise du décret visé à l'article 2 si le décret est pris un lundi, un mardi ou un mercredi; dans le cas où le décret est pris un autre jour, le scrutin a lieu le huitième lundi.

Si le jour du scrutin tombe un jour férié, il a lieu le lendemain.

4. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).